

L'Europe dans la « polycrise » : le combat pour la survie, le climat et la justice énergétique

EuroMemorandum 2023

L'ordre néolibéral mondial et européen est entré en « polycrise », au sens où il fait face à une crise due à des chocs multiples qui se nourrissent les uns les autres dans une complexité croissante.

En s'inspirant du rapport du PNUÉ sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, montrant que le changement incrémental n'est plus de mise et que seule une transformation économique majeure pourra sauver l'humanité du désastre, l'EuroMemorandum 2023 analyse la *polycrise* à laquelle est confrontée l'Europe, critique la politique de l'Union européenne (UE) et propose des alternatives politiques radicales.

Chapitre 1 : Perspectives macroéconomiques

L'année 2023 sera difficile, l'UE étant mal préparée à faire face à la *polycrise*. D'autres politiques macroéconomiques doivent être mises en place de toute urgence :

- La pièce maîtresse des politiques macroéconomiques de l'UE doit être un programme d'investissement public massif pour promouvoir la transformation écologique et sociale.
- Le problème de l'inflation doit être pris en charge par une politique budgétaire et fiscale (plutôt que par des relèvements de taux d'intérêt) prévoyant des baisses sélectives des impôts indirects sur les biens et services essentiels, une taxation plus élevée de certains secteurs et de certaines catégories de la population, par des contrôles de prix dans les secteurs stratégiques (énergie, loyers, produits alimentaires essentiels), par un soutien aux ménages à bas et moyens revenus qui souffrent de la crise du coût de la vie, ainsi que par un soutien aux entreprises ayant des difficultés à faire face à la hausse de leur facture énergétique.
- Les dépenses publiques accrues doivent être financées par des impôts plus élevés, tant sur le revenu et la fortune des ménages les plus riches, que sur les profits des grandes entreprises, les superprofits des fournisseurs d'énergie et autres producteurs, ainsi que par le secteur financier.
- Les dépenses publiques peuvent aussi être financées par un emprunt commun sur la base de principes de solidarité. L'expérience positive de cet aspect de NextGenerationEU suggère que c'est faisable.
- Le budget commun de l'UE doit être étendu. Compte-tenu des circonstances, 5 % du Revenu national brut (RNB) des États membres de l'UE est le taux minimum nécessaire.
- Le Pacte de stabilité et de croissance révisé ne prévoit ni règles spécifiques pour favoriser les investissements verts, ni référence à des indicateurs allant au-delà du PIB pour tenir compte des objectifs sociaux et environnementaux. Cela doit être rectifié.
- Le mandat de la Banque centrale européenne (BCE) doit être étendu pour inclure le plein-emploi en plus de l'inflation, tandis que la cible de 2 % d'inflation doit être revue à la hausse pour permettre une politique budgétaire basée sur les besoins.
- La gouvernance économique que l'UE doit être inscrite dans un cadre démocratique participatif, où le Parlement européen participe à la prise de décision, supervise la mise en œuvre des décisions et tient la Commission européenne et la BCE pour responsables de cette mise en œuvre.

Chapitre 2 : Faire face à la crise du coût de la vie

Une diminution moyenne de 6,5 % des salaires réels est anticipée pour 2022 et 2023. Les prestations sociales n'ont pas été ajustées pour compenser l'inflation. De plus, le panier de consommation des foyers à bas revenu les rend

particulièrement vulnérables aux hausses des prix de l'énergie, de l'alimentaire et des loyers. La dévalorisation des salaires concerne tous les salariés, augmentant le risque d'appauvrissement. La crise du coût de la vie s'ajoute à une crise plus large et de long terme : une crise de la reproduction sociale (au sens anglo-saxon de crise de la reproduction de la société). Vivre au quotidien n'implique pas seulement de faire face aux difficultés pour payer les factures d'énergie et les courses au supermarché, rembourser les emprunts, s'acquitter des impôts, etc. Cela suppose aussi d'avoir accès aux services sociaux essentiels (santé, dépendance, accueil de la petite enfance et éducation) qui ont été érodés par l'austérité et les privatisations. La dynamique des politiques sociales européennes a été ambivalente. Des progrès importants ont été réalisés, avec par exemple le Socle européen des droits sociaux : la directive européenne sur les salaires minima adéquats ; la proposition de la Commission européenne pour une recommandation du Conseil sur des minima sociaux adéquats, et la stratégie européenne du "care" (soin). Cependant, ces progrès risquent d'être remis en question par les politiques macroéconomiques analysées dans le chapitre 1. Le groupe EuroMemorandum demande que soient mises en œuvre les politiques sociales suivantes :

- Les hausses de salaire et les mécanismes d'indexation des salaires, en particulier des bas salaires, doivent être des priorités de l'agenda politique et des négociations collectives.
- Déconnecter les foyers des réseaux d'énergie doit être interdit.
- L'accès aux services publics essentiels et aux biens doit faire partie d'une approche basée sur les droits, afin d'assurer la couverture effective des besoins de la population. L'investissement dans les services publics et les infrastructures permet de répondre non seulement à la crise actuelle du coût de la vie mais aussi à des objectifs sociaux et environnementaux de plus long terme.

Chapitre 3 : Désordres mondiaux, crise climatique et nécessité d'une transition écologique et sociale rapide

La gravité et l'urgence de la crise climatique s'amplifient. Plusieurs points de bascule ont soit été franchis soit menacent de l'être. Environ 4.3 billions de dollars sont nécessaires d'ici à 2030 pour éviter le pire. La politique de l'UE est dominée par le choix de la "finance verte" privée pour répondre à la crise climatique et atténuer les effets des dommages déjà subis. Cette confiance optimiste dans la "finance verte" est mal placée. Les études du plus grand fonds de gestion d'actifs montrent clairement l'existence d'un "greenwashing". Trois compagnies gèrent des actifs de plus de 20 billions de dollars et dépensent de larges montants en publicité pour un affichage vert. Cependant, en tant que gros actionnaires d'entreprises d'énergies fossiles, ils ont soutenu les principales résolutions carbone lors des assemblées générales annuelles. Plutôt que de promouvoir une gérance environnementale, ces trois grandes compagnies ont été les gardiennes du *statu quo* de la maximisation de la valeur pour l'actionnaire. L'influence politique des entreprises de gestion d'actifs et des entreprises mondiales intensives en carbone est colossale, ajoutant une grande confusion au débat sur la transition environnementale dans la société civile. Parmi les obstacles majeurs à la transformation écologique, on trouve aussi les rivalités hégémoniques des États les plus puissants, et les guerres inutiles et destructrices. Tout cela complique la formulation et la mise en œuvre de politiques efficaces.

Le groupe EuroMemo réaffirme sa conviction de l'indivisibilité de l'atténuation du changement climatique et de la réduction radicale des inégalités aux échelles nationales, régionales et mondiales. Le régime actuel d'accumulation du capitalisme financiarisé et de l'extraction de la valeur par des élites restreintes affaiblit le potentiel de légitimation démocratique du changement fondamental de nos modèles de production, d'emploi et de consommation. Il est vital que les économies avancées, y compris celles de l'UE, se préparent à fournir un soutien majeur, tant financier que technologique aux régions

moins avancées pour porter l'espoir d'éviter la ruine de la planète et ses périls pour le bien-être physique des générations futures. Cela signifie concrètement que la majeure partie des fonds doit être déployée pour soutenir les États pauvres.

Chapitre 4 : Les désordres mondiaux et leurs répercussions sur le futur de l'UE

Le développement économique anémique et inégal, les incertitudes de la vie quotidienne, marquent la dynamique de l'économie politique mondiale, y compris par la montée des inégalités et le changement des systèmes politiques. La richesse peut être transformée en influence politique aussi dans les démocraties libérales. Quand les règles limitant le pouvoir de l'argent sur la politique changent en faveur des riches et des grandes entreprises, le processus s'autoalimente. Les changements passés en permettent d'autres dans la même direction, avec pour conséquence un affaiblissement de la démocratie et des rapports de force de plus en plus déséquilibrés. Dans une économie mondialisée et interconnectée, aucun changement important n'est isolé, et l'interdépendance peut facilement devenir une arme comme l'illustrent les relations entre la Chine et les Etats-Unis.

Beaucoup dépend de la capacité des acteurs à résoudre des problèmes communs par la coopération pacifique. Dans les années 2000, la gouvernance mondiale a commencé à décliner. Les problèmes mondiaux laissés sans solution peuvent s'exacerber et générer des conflits sociaux. Ils portent des forces de désintégration et des contradictions dans l'économie politique mondiale. La montée des orientations nationalistes-autoritaires renforce le verrouillage de la gouvernance mondiale et la met dans l'impasse. Tandis que les tentatives pour forger l'unité du « peuple » passent par l'anti-élitisme, elles prennent aussi la forme d'une construction de l'altérité comme figure de l'ennemi. Même dans les versions modérées du nationalisme, la tendance à suivre des politiques myopes et autocentrées dans le domaine interétatique rend la coopération plus difficile et accroît les probabilités de conflit. Les désordres mondiaux ont culminé dans une véritable guerre au cœur de l'Europe. L'invasion brutale et à courte vue de l'Ukraine par la Russie viole le droit international et cause d'énormes bouleversements et de grandes souffrances. L'escalade a atteint un point confinant à la guerre nucléaire. Il y a un impératif moral absolu de désescalade dans ce conflit. C'est une guerre entre la Russie et l'Ukraine avec une implication intense de l'OTAN sur fond de détérioration de long-terme des relations entre les Etats-Unis et la Russie. Tout accord de paix doit être négocié par les participants et des tiers appropriés. L'implication de l'ONU est essentielle. Mais un simple accord de paix ne suffira pas seul à renverser les tendances à la désintégration. Cela nécessite une série de réformes de grande ampleur et de long terme de la gouvernance économique mondiale, à savoir des institutions communes adéquates.